



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

AGRIBUSINESS AND TRADE PROMOTION (USAID ATP)

In fulfillment of the following deliverable under task 3.3.3:

Two Advocacy Events per Year in Support of Value Chain Advocacy Plans Maize, FY 2012

Contract/ Project No.: EDH-1-00-00005-08

Submitted to: Danielle Knueppel, COR
Agribusiness and Trade Promotion Project
USAID/WA
Accra, Ghana



Abt Associates Inc. ■ 4550 Montgomery Lane, Suite 800 North ■
Bethesda, Maryland 20814 ■ Tel: 301.347.5000. ■ Fax: 301.913.652.9061 ■
www.abtassociates.com

In collaboration with:
ACDI/VOCA
CARANA Corporation



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

PLAN DE PLAIDOYER REGIONAL DE LA CHAINE DE VALEUR MAIS POUR UNE LIBRE CIRCULATION EFFECTIVE DES PRODUITS DANS L'ESPACE CEDEAO—2012

AGRIBUSINESS AND TRADE PROMOTION (ATP) PROJECT

2012

Cette publication a été produite pour étude par l'Agence Américaine pour le Développement International. Elle a été préparée par Mamadou Sanfo pour le projet USAID ATP.

Citation recommandée : Sanfo, Mamadou. « Plan de plaidoyer régional de la chaîne de valeur maïs pour une libre circulation effective des produits dans l'espace CEDEAO—2012. » Préparé pour le projet USAID ATP par Abt Associates Inc. en collaboration avec ACDI/VOCA, Bethesda, MD, 2012.

Projet/Contrat N°: EDH-1-00-05-00005-00, Task Order No. 11

Soumis à: Danielle Kneuppel, COR
Agribusiness and Trade Promotion Project
USAID/WA/ANRO
Accra, Ghana



Abt Associates Inc. | 4550 Montgomery Avenue | Suite 800 North
| Bethesda, Maryland 20814 | T. 301.347.5000 | F. 301.913.9061
| www.abtassociates.com

In collaboration with:
ACDI/VOCA
CARANA Corporation

PLAN DE PLAIDOYER REGIONAL DE LA CHAINE DE VALEUR MAIS POUR UNE LIBRE CIRCULATION EFFECTIVE DES PRODUITS DANS L'ESPACE CEDEAO—2012

**AGRIBUSINESS AND TRADE PROMOTION (ATP)
PROJECT**

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITE

Les points de vue exprimés par l'auteur dans cette publication ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) ni ceux du Gouvernement des États-Unis.

TABLE DES MATIERES

Acronymes	vi
1. Contexte	7
2. Objectifs du plan de plaidoyer	9
3. Le problème	10
4. Activités	12
5. Chronogramme	13

ACRONYMES

ATP	<i>Agribusiness and Trade Promotion project</i>
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CIC-B	Comité Interprofessionnel des Céréales et du Niébé du Burkina Faso
CILSS	Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
E-ATP	<i>Expanded Agribusiness and Trade Promotion project</i>
FARA	Forum pour la Recherche Agricole en Afrique
JAAL	Journées Agro-alimentaires de Ouagadougou
ROAC	Réseau des Céréaliers de l'Afrique de l'Ouest
UEMOA	L'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
USAID	<i>United States Agency for International Development</i> (Agence Américaine pour le Développement International)

I. CONTEXTE

La chaîne de valeur maïs, contrairement aux autres chaînes de valeur appuyées par les projets de l'USAID *Agribusiness and Trade Promotion (ATP)* et *Expanded Agribusiness and Trade Promotion (E-ATP)* (notamment les chaînes de valeur bétail/viande, oignon et volaille), ne dispose pas d'organisation professionnelle régionale. Les organisations professionnelles qui ont participé à l'atelier de validation de l'étude d'évaluation de la chaîne de valeur maïs organisé en novembre 2008 par le projet USAID ATP ont responsabilisé le Comité Interprofessionnel des Céréales et du Niébé du Burkina Faso (CIC-B) pour la coordination du processus de mise en place d'une organisation professionnelle régionale spécialisée pour le secteur céréalier en Afrique de l'Ouest.

A cet effet, le CIC-B avec l'appui du projet USAID ATP, a organisé un atelier régional sur le plaidoyer du 8 au 11 juin 2009. Cet atelier a également permis de lancer la dynamique de renforcement organisationnel des acteurs du secteur céréalier par la désignation de points focaux dans les différents pays. En plus des aspects organisationnels, ce réseau naissant a conduit des activités de plaidoyer dans les principales sont :

- Participation, du 21 au 23 juillet 2009, à l'atelier régional d'échange sur le rôle des interprofessions dans le développement des filières de céréales en Afrique de l'Ouest au cours duquel les représentants du réseau naissant ont présenté le plan régional de plaidoyer élaboré en juin 2009 à Ouagadougou
- Conduite d'activités de plaidoyer pendant les Journées Agro-alimentaires de Ouagadougou (JAAL) de décembre, 30 novembre au 4 décembre 2009 : organisation d'un point de presse, tenue d'un stand d'information, participation à des conférences et rencontres avec des ONG internationales, l'UEMOA et le CILSS
- Du 19 au 24 juillet 2010, 5^{ème} édition du Forum pour la Recherche Agricole en Afrique (FARA) : participation active à la table ronde sur « *Promotion de l'accès des produits agricoles africains aux marchés régionaux et internationaux* » pendant laquelle des messages visant la levée des entraves au commerce des céréales ont été délivrés, un stand d'information a été tenu et les représentants du réseau ont pris part à l'atelier de « *revue de la charte nationale (Burkina Faso) sur la sécurité alimentaire* »
- Organisation d'ateliers nationaux pour des concertations entre acteurs autour de la mise en place des interprofessions nationales de céréales : Burkina Faso du 2 à 3 septembre 2010, Mali du 4 au 6 septembre 2010, Côte d'Ivoire du 7 au 9 septembre 2010, Bénin du 28 au 30 septembre 2010, Ghana du 12 au 16 octobre 2010 et Togo du 21 au 23. L'organisation de ces ateliers a été également l'occasion d'informer les autorités des différents pays sur cette dynamique régionale
- Participation à la mission de plaidoyer des organisations professionnelles agricoles auprès de la Commission de la CEDEAO, du 7 au 11 mars 2011. Cette mission a permis la remise d'une lettre de plaidoyer à la présidence de la Commission, d'organiser des rencontres avec le parlement de la CDEAO et les différents services chargés de la mise en œuvre du schéma de libre circulation des personnes et des biens au sein de l'espace.
- Organisation de l'atelier consultatif pour la mise en place du Réseau des Céréaliers de l'Afrique de l'Ouest (ROAC)
- Organisation de deux ateliers au Burkina Faso pour l'analyse des données sur les restrictions saisonnières
- Conduite d'activités de plaidoyer par le CIC-B au cours des « Journées de promotion des

céréales de Houndé, province du Tuy, Burkina Faso »

- Préparation de la participation des acteurs céréaliers à la conférence « Libre circulation des produits alimentaires dans l'espace CEDEAO » organisée par la CEDEAO et USAID Afrique de l'Ouest

Il est à noter que le processus de mise en place du ROAC a été la principale préoccupation du CIC-B et des organisations prenant part à cette dynamique. Pour la période à venir, le lancement effectif du ROAC concentrera encore les efforts. Cependant des activités seront conduites dans le cadre de la réduction, voire la levée, des restrictions saisonnières d'exporter appliquée dans plusieurs pays de la région.

2. OBJECTIFS DU PLAN DE PLAIDOYER

L'objectif général du plan de plaidoyer, établi en juin 2009, porte sur l'obtention d'un libre échange des céréales et des produits céréaliers entre les pays de l'Afrique de l'Ouest.

Pour la période allant de juillet 2012 à juin 2013, le réseau naissant visera à établir un dialogue entre les organisations professionnelles du secteur céréalier et les autorités aussi bien au niveau régional que national sur la problématique des restrictions saisonnières d'exporter appliquées par certains Etats de l'espace CEDEAO.

3. LE PROBLEME

Les restrictions à l'exportation représentent les dispositions politiques et administratives mises en place pour limiter la sortie de certains produits des limites d'un pays donné.

Elles peuvent prendre plusieurs formes :

- Officielles et globales, sans limite de temps
- Officielles, pour une période précise correspondant souvent à une situation de crise
- Officieuses mais réelles : des cargaisons sont refoulées aux frontières, les démarches administratives deviennent complexes et les délais d'obtention de documents sont extrêmement rallongés

Ces pratiques ont cours dans la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest au mépris des divers engagements qu'ils ont eux-mêmes pris pour éliminer les entraves au commerce et soutenir le libre-échange dans la région.

Parmi les diverses dispositions régionales on peut retenir :

- L'article 3 du traité de la CEDEAO de 1993, qui présente les buts et objectifs de la CEDEAO et expose la vision de l'installation progressive d'un marché commun qui comprendra « la suppression des obstacles à la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux »
- L'article 35 du même traité de la CEDEAO qui prévoit, sur une période de dix ans, d'établir une union douanière et d'éliminer les restrictions et les interdictions du commerce
- La déclaration, dans le traité de l'UEMOA de janvier 2003 portant sur la création d'un marché commun, des signataires qu'ils s'abstiendront de créer de nouvelles restrictions aux exportations et travailleront ensemble à la réduction progressive des restrictions existantes

Toutes ces dispositions entrent dans la politique d'intégration régionale et de la promotion de la croissance économique. A titre d'exemple, la Charte pour la Prévention et la Gestion des Crises Alimentaires approuvée en 2012 par la CEDEAO met l'accent sur : (i) l'inscription des stratégies agricoles et alimentaires des pays membres de la CEDEAO, de l'UEMOA et du CILSS dans une perspective d'intégration régionale, (ii) la mise en œuvre d'une union douanière facilitant la libre circulation des personnes et des biens dans l'espace régional, et (iii) la mise en œuvre d'une politique commerciale commune aux frontières de ces espaces.

Ces restrictions ont plusieurs sources. Celles-ci-dessous nous paraissent primordiales :

- La fréquence des crises alimentaires (qui tendent à être structurelles à cause de la relative faiblesse de la production et de sa très forte dépendance sur les conditions climatiques, notamment la pluviométrie, lesquelles sont erratiques)
- La faible fiabilité des statistiques sur la production agricole, sur les importations et les exportations
- La crainte des famines et des risques d'émeutes dans les villes à cause de l'envolée des prix des denrées alimentaires

La pratique des restrictions sur les exportations des céréales semble constituer un des piliers des politiques de sécurité alimentaire de la plupart des pays de la région. En agissant de la sorte, les décideurs politiques privilégient les solutions de court terme et négligent les effets néfastes que ces mesures induisent. En restreignant le marché pour les producteurs et les possibilités d'approvisionnement pour les transformateurs, ces restrictions peuvent constituer un facteur important de découragement des acteurs céréaliers, réduisant ainsi de façon substantielle le commerce régional.

4. ACTIVITES

Vu la récurrence des crises alimentaires, le thème des restrictions est un sujet délicat à traiter. Cela nécessite que les organisations professionnelles aient beaucoup de tact et de capacité d'argumenter pour que leur plaidoyer puisse porter.

Aussi le plaidoyer visant l'arrêt des restrictions d'exporter des céréales nécessite une préparation minutieuse basée sur une bonne analyse de la situation, un argumentaire suffisant et pertinent et un choix de canaux adaptés de communication. Les activités à mettre en œuvre se présentent alors comme suit :

- Analyse de la situation :
 - ✓ Commande d'une étude visant à collecter et à analyser les données sur les restrictions d'exportation des céréales
 - ✓ Organisation d'une rencontre régionale pour valider les résultats de l'étude et identifier les actions à conduire
- Préparation des activités de plaidoyer :
 - ✓ Organisation d'une rencontre pour identifier les éléments d'argumentation. Les arguments devront intégrer à la fois des informations sur la situation vécue par les acteurs sur le terrain (données concrètes, problèmes, causes et conséquences), sur le contexte régional (dynamique actuelle sur la constitution d'une stratégie régionale de sécurité alimentaire).
 - ✓ Mise en place d'un groupe de plaidoyer et préparation des messages. Ce groupe aura la responsabilité de la finalisation des messages à porter auprès des autorités ainsi que la préparation de la grande rencontre avec les autorités et les institutions régionales.
- Organisation d'une grande rencontre de plaidoyer régionale auprès des autorités à la fois nationales que régionales

5. CHRONOGRAMME

ACTIVITES	Mois											
	O 12	N 12	D 12	J 13	F 13	M 13	A 13	M 13	J 13	J 13	A 13	S 13
Etude sur les restrictions des exportations												
Atelier de validation des résultats de l'étude sur les restrictions des exportations et mis en place d'un groupe de plaidoyer												
Rencontre de préparation de l'argumentaire												
Préparation de la grande rencontre de plaidoyer auprès des autorités nationales et régionales												
Grande rencontre de plaidoyer pour la levée des restrictions des exportations												